

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**COMMUNES DE PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE
ET FOS-SUR-MER**

**ENQUÊTE PUBLIQUE
DU 15 FÉVRIER AU 18 MARS 2019**

Arrêté préfectoral du 18 janvier 2019 de Monsieur Le Préfet des Bouches-du-Rhône

**DEMANDE FORMULÉE PAR LA SOCIÉTÉ VELIO SUR LA DEMANDE DE
PERMIS DE CONSTRUIRE ET D'EXPLOITATION D'UN ENTREPÔT
LOGISTIQUE À PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE**

**CONCLUSIONS RELATIVES A LA DEMANDE
D'EXPLOITATION**

André FRANÇOIS commissaire enquêteur

**Décision N° E18000084 / 13 du 7 janvier 2019 de Madame le Président du Tribunal
Administratif de Marseille**

Le commissaire enquêteur,

Monsieur André FRANÇOIS désigné par Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille, Par décision N° **E18000154/13 du 7 janvier 2019** présente ci-dessous ses conclusions.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale unique d'une installation classée présentée le 2 octobre 2017 par la société VELIO, plusieurs fois revu et amendé, en tenant compte des observations de la DREAL, offre toutes les caractéristiques attendues :

- le dossier est complet et a été validé par la DREAL
- l'ensemble des conséquences environnementales ont été examinées,
- des solutions ont été proposées en vue de favoriser la sauvegarde des espèces,
- des mesures de réduction, de compensations, d'intégration écologique et d'accompagnement ont également été proposées,
- des mesures de suivi de mesures d'évitement sont aussi présentées.

D'autres engagements ont été pris concernant en particulier l'usage de la voie ferrée et la réalisation d'un PDE, et vont dans le sens des demandes des collectivités avoisinantes.

Ce travail, exhaustif tant dans son analyse des impacts que dans ses propositions visant à compenser ou réduire ceux-ci, complété par la réponse aux remarques de la MRAE, dont une partie relève du GPMM, semblerait fournir toutes les garanties nécessaires pour l'obtention d'un avis favorable.

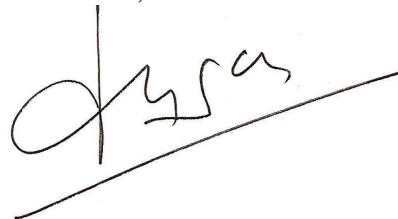
Cependant la saisine du Conseil National de la Protection de la Nature par le GPMM en vue de déroger à la protection des espèces protégées, qui s'est conclue par un avis défavorable pourrait remettre en cause, momentanément, la poursuite de ce projet.

Il convient de noter que cette instance fournit une réponse globale, de 2 pages, relative à une demande de 264 pages, portant sur 4 zones certes contigües mais distinctes, sans précisément distinguer les éléments différenciateurs entre ces zones. À titre d'exemple, la carte n° 17 (page 86/264) du dossier de saisine montre bien que la zone de VELIO n'est pratiquement pas impactée par les espèces floristiques protégées, la carte 18 (page 90) que la zone de VELIO n'est pas du tout impactée par la localisation des espèces d'amphibiens protégés.

Il apparaît donc nécessaire en vue de lever toute ambiguïté sur le développement futur de la zone Distriport, qu'un nouvel arrêté préfectoral soit signé en vue de modifier ceux de 1995 et de 2007.

Aussi, j'émet un **avis favorable** à la demande d'exploitation d'un entrepôt, formulée par la société VELIO, **sous réserve** qu'un nouvel arrêté préfectoral vienne actualiser ceux de 1995 et de 2007 en vue d'autoriser sans ambiguïté le développement de Distriport ou que le CNPN modifie son avis initial.

Fait à Istres, le 16 avril 2019

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. François', is written over a horizontal line.

Le commissaire enquêteur
A. FRANÇOIS